

DOSSIER SPÉCIAL : LES OTAGES FRANÇAIS EN IRAK

Décryptage



Dans ce numéro spécial, le Réseau Voltaire présente sa synthèse de l'affaire des otages français en Irak, enlevés avec leur guide le 24 août 2004.

- L'analyse des vrais enjeux de la crise et de la mobilisation internationale en faveur de la France contre le projet états-unien de guerre des civilisations.
- Le récit du faux chantage de l'Armée islamique en Irak et du vrai retrait philippin.
- La chronologie des événements, de la réaction française et du soutien apporté à la France.

page 2

De l'usage des otages dans le choc des civilisations

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, s'indigne du rapt de deux journalistes français en Irak et se félicite de l'union nationale condamnant ce crime. Mais, bien vite, il fustige l'anti-américanisme de la politique étrangère française et demande à la communauté musulmane de faire la preuve de son engagement laïque. Dans le même quotidien, Iyad Allaoui se fait menaçant : la France sera bientôt la cible des terroristes !

page 27

REPÈRE : 1ER SEPTEMBRE 1939

La Seconde Guerre mondiale commence...

Le 31 août 1939 au matin, Heydrich, le chef de la police politique nazie, organise une fausse attaque polonaise (en fait des repris de justice déguisés en soldats polonais) contre un centre radio allemand. Le chancelier Hitler prend le monde à témoin que c'est Varsovie qui est belliciste et, le 1er septembre, 53 divisions allemandes envahissent le pays, sans déclaration de guerre. Mal équipée militairement, prise en tenaille par l'Allemagne et l'URSS (qui en profite pour annexer la moitié Est du pays), la Pologne capitule. Le projet d'Hitler est d'en faire une colonie de peuplement allemande. Dans les ordres d'Heydrich aux SS participant à l'invasion on peut lire : « *Il faut prendre exemple sur la conquête coloniale en Afrique. Éliminer tous les cadres cultivés du pays : politiques, officiers, intellectuels et clergé ainsi que les juifs. Ne garder que les techniciens et les manuels aptes au travail dans les installations allemandes. Les Slaves sont des esclaves.* » ■



TROIS ANS D'INTOX SUR LES BÉBÉS IRAKIENS JETÉS À LA MER

Peu après les attentats aux États-Unis, en novembre 2001, des *boat people* fuyant l'Irak tentèrent de trouver refuge en Australie. Refoulés par les gardes-côtes, ils jetèrent leurs enfants à la mer pour forcer les Australiens à les recueillir. Certains se noyèrent. Ce sinistre fait divers conduisit le Premier ministre, John Howard à renforcer les lois anti-immigration, puis l'aida à justifier de la férocité des Irakiens et de la nécessité de soutenir la Coalition. Trois ans plus tard, l'ancien conseiller militaire du Premier ministre, Mike Crafton, révèle que cette affaire est un pur montage de propagande. En réalité, les enfants sont morts dans le naufrage du bateau. Pendant toute cette période, malgré plusieurs témoignages et une commission d'enquête, la presse n'a pas contesté cette intoxication. ■

Dossier spécial : les otages Français en Irak

Décryptage

Une analyse rigoureuse de l'affaire des otages français montre que la soi-disant « Armée islamique en Irak » n'est ni islamique, ni irakienne. Inconnue des organisations d'opposition, elle n'a établi de contacts revendiqués qu'avec le gouvernement d'Iyad Allaoui et sert les intérêts de la Coalition. C'est pourquoi les autorités françaises, loin d'entrer dans la logique voulue par les ravisseurs, ont déployé tous leurs réseaux diplomatiques pour transformer ce drame en mobilisation internationale contre le projet états-unien de guerre des civilisations.



Christian Chesnot et Georges Malbrunot

Alors que la disparition des journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot et de leur chauffeur syrien Mohammed Al-Joundi, le 24 août 2004, dans la zone d'occupation états-unienne de l'Irak avait provoqué un silence consterné, le message de leurs ravisseurs, diffusé quatre jours plus tard, a soulevé une protestation internationale.

Il s'agit d'une cassette vidéo dans laquelle les deux journalistes français s'expriment successivement, sans qu'apparaissent les ravisseurs. Un communiqué joint précise que les deux hommes sont détenus par l'Armée islamique en Irak ; que celle-ci demande à la France d'abroger « la loi sur le voile » et lui donne 48 heures pour répondre. Il n'est plus question de Mohammed Al-Joundi.

Le chantage

Il importe avant tout d'analyser la forme de ce document.

La cassette est parvenue anonymement à Al-Jazira qui en avait déjà reçu d'autres portant la même signature. La chaîne peut ainsi confirmer que les différentes cassettes signées « Armée islamique en Irak » proviennent d'une source unique.

La réalisation diffère des vidéos habituelles des groupes clandestins du Proche-Orient. La réalisation est très soignée et le montage est précis : deux brefs plans fixes. Les ravisseurs n'apparaissent pas à l'image.

Le document est conçu avec une intervention en français et une en arabe pour une diffusion sur les chaînes francophones et arabes. Mais les télévisions françaises, hormis LCI qui a décidé de ne pas récidiver, ont refusé de le diffuser pour ne pas laisser les ravisseurs imposer leur problématique.

Une seconde cassette a été diffusée deux jours plus tard. Elle est réalisée de la même manière, mais cette fois, les deux journalistes s'expriment l'un et l'autre en anglais. Les ravisseurs, qui ont l'expérience de la non-reprise de la première vidéo par les chaînes françaises, s'adressent ici à un public anglophone.

Nous devons ensuite analyser le contenu de la vidéo.

Ainsi que nous le précise Hassan Gharib, auteur de l'ouvrage de référence sur les groupes politiques publics et clandestins en Irak, la dénomination « Armée islamique en Irak » ne renvoie à aucune organisation connue sur le terrain par les forces d'opposition. Elle n'en existe pas moins médiatiquement depuis qu'elle aurait fait plier le gouvernement philippin.

Dans un communiqué vidéo, diffusé le 10 juillet par Al-Jazira, Angelo de la Cruz, se déclarait otage de la dite « Armée islamique en Irak » et demandait à la présidente Gloria Arroyo de retirer ses troupes dans les 72 heures faute de quoi, il serait exécuté par ses ravisseurs. Les Philippines cédèrent au chantage, le 12 juillet. Leurs troupes furent entièrement retirées au 20 juillet et l'otage fut relâché. De nombreux membres de la Coalition déplorèrent la faiblesse de Manille, tandis que « l'Armée islamique en Irak » apparaissait comme le seul groupe de résistance ayant vaincu un contingent étranger.

Mais, il s'agissait à l'évidence d'une mise en scène. La prétendue « Armée islamique en Irak », pour libérer son pays occupé par plus de 200 000 militaires et mercenaires étrangers, avait pris pour cible le contingent philippin composé de 80 hommes. Il avait exigé leur retrait avant le 20 juillet, alors que celui-ci était déjà amorcé et devait être fini le 20 août. Dans les faits, il a simplement obtenu qu'une trentaine de policiers philippins soient délocalisés sur le Koweït avec un mois d'avance. Les Philippines, qui sont une ancienne colonie états-unienne, n'ont notoirement aucune marge de manœuvre en matière de politique étrangère et leur armée est entièrement formée, encadrée et équipée par le Pentagone. La présidente Gloria Arroyo a été choisie par Bill Clinton dont elle

avait été l'amie intime lors de leurs études universitaires. En d'autres termes, le retrait anticipé n'avait aucune signification sur le terrain et sa décision n'a pas pu être prise sans l'aval de Washington, quelles que soient les remontrances émises pour la galerie.

Plus surprenant encore : pendant les dix jours de crise, des négociations ont été conduites entre le gouvernement philippin et « l'Armée islamique en Irak » par l'entremise du gouvernement d'Iyad Allaoui. À ce jour, le gouvernement de Collaboration reste le seul canal ayant ouvertement revendiqué avoir établi un contact avec ces preneurs d'otages. La chose était alors parue si limpide, que l'ayatollah Ali Khamenei, dont chacun admet qu'il est fort bien informé de ce qui se passe en Irak, déclarait soupçonner « l'Armée islamique en Irak » d'être composée d'agents travaillant pour le compte des États-Unis et d'Israël. (Pour une analyse plus précise de cet épisode, voir notre article « Le vrai-faux retrait philippin ».)

La même signature a ressurgi avec l'enlèvement et la mort du journaliste italien Enzo Baldoni. Il s'agissait cette fois de contraindre Rome à retirer sous 48 heures ses 3000 hommes stationnés en Irak. Une exigence techniquement irréalisable. Cependant, selon la presse italienne, il semblerait que le M. Baldoni n'ait pas été exécuté, mais soit mort en détention. L'opération aurait donc échoué sans que l'on sache quel scénario était initialement prévu [1].



Enzo Baldoni

La revendication d'abrogation de « la loi sur le voile », réclamée par l'organisation en échange de la vie des otages français, est déconnectée de la réalité irakienne. Alors que le pays est occupé par des puissances étrangères, « l'Armée islamique en Irak » se préoccupe de modifier une loi dans un pays ami. Il serait donc surprenant que les commanditaires soient irakiens. Les ravisseurs sont informés que la rentrée scolaire, qui marquera le début d'application de cette législation, aura lieu le 6 septembre et que les décisions doivent être prises avant le week-end. Mais ils ignorent, ou feignent d'ignorer, que seul le Parlement peut abroger une loi et que celui-ci est en vacances.

Le principe de l'enlèvement et du chantage ne relève pas de la foi, mais du brigandage. Il est condamné par toutes les autorités religieuses musulmanes, lesquelles ont largement répété leur message depuis que cette pratique s'est généralisée en Irak. Il serait donc surprenant que « l'Armée islamique en Irak » soit animée par la foi musulmane.

De ces premiers éléments, nous pouvons tirer les premières conclusions.

Comme l'avait déjà noté l'ayatollah Ali Khamenei, « l'Armée islamique en Irak » n'est manifestement pas composée de musulmans irakiens. Elle n'a pas de contact avec les autres mouvements d'opposition, publics ou clandestins, et ne discute officiellement qu'avec le gouvernement Allaoui qu'elle prétend pourtant combattre. Dans cette nouvelle affaire, elle ne cherche pas à libérer l'Irak, mais à s'immiscer dans la vie politique française.

Les réactions

Analysons maintenant la réaction des autorités françaises.

Dès la nouvelle connue, le Premier ministre réunit un comité ministériel de crise. Le ministre de l'Intérieur convoque le Comité français du culte musulman (CFCM). Le Premier ministre réunit un second comité ministériel de crise, puis prend contact avec les présidents des deux Assemblées. Le président de la République s'adresse à la nation. Le lendemain, le ministre des Affaires étrangères rencontre au Caire le secrétaire général de la Ligue arabe, puis son homologue égyptien et, à Alexandrie, le chef des services de renseignement égyptiens. Une délégation diplomatique et militaire française se rend à Bagdad. Le président de la République s'entretient avec son homologue russe et le chancelier allemand à Sotchi. Le ministre des Affaires étrangères se rend à Amman pour rencontrer le chef des services de renseignement jordanien. En moins de trois jours, les réseaux diplomatiques français sollicitent et obtiennent le soutien de la totalité des dignitaires religieux musulmans reconnus et de toutes les formations politiques et institutions arabes.

Cette réaction, comparée à celles qui suivirent les affaires d'otages au Liban et en Yougoslavie, peut paraître disproportionnée, d'autant que la revendication des ravisseurs est à la limite du grotesque. Elle ne se comprend, de même que les réactions des États arabes, que dans la mesure où chaque protagoniste est conscient d'enjeux cachés.

La lecture attentive de **la déclaration du président de la République à la nation** fait apparaître un soin méticuleux à ne pas qualifier les ravisseurs, laissant ainsi ouvert pour l'avenir la question de leur identification. Le chef de l'État annonce la mission qu'il a confiée à son ministre des Affaires étrangères. Surtout, il met en avant le principe de laïcité, non pas en référence à la polémique sur le voile, mais comme antidote au projet états-unien de guerre des civilisations.

Venons-en à la réaction des autorités de Collaboration irakiennes.

Le Premier ministre, Iyad Allaoui, qui ne cache pas avoir été employé par le MI6 britannique, la CIA états-unienne, mais aussi les services égyptiens et jordaniens, s'est confié à quelques journalistes occidentaux au cours d'une discussion à bâtons rompus. *Le Monde* en a donné une version reconstituée artificiellement sous la forme d'interview. Les propos rapportés ne sont pas confirmés dans les mêmes termes par les journalistes anglo-saxons ayant assisté à



Iyad Allaoui

à la discussion. Ils ne sont pas infirmés non plus, ni par eux, ni par M. Allaoui. Le Premier ministre, qui rappelons-le est la seule personnalité à avoir revendiqué un contact direct avec « l'Armée islamique en Irak » explique que le refus français de soutenir la Coalition ne protège pas Paris du terrorisme. Au contraire, selon lui, des attentats se produiront dans les États qui refusent de soutenir la Coalition, voire dans les villes états-uniennes qui ont pris position pour le retrait des troupes US [2].

Bref, M. Allaoui fréquente suffisamment « l'Armée islamique en Irak » pour savoir quelles seront ses prochaines cibles. Et il menace d'attentats les États et collectivités opposés à la Coalition, non seulement contre leurs intérêts en Irak, mais sur leurs territoires.

Passons à la réaction des autorités états-uniennes et israéliennes.

À Washington, le département d'État est muet. Le porte-parole de la Maison-Blanche répond à une question de journaliste en marge d'un meeting du candidat Bush pour affirmer que les terroristes veulent affaiblir la détermination de la communauté internationale. C'est tout pour les commentaires officiels. **George Bush père déclare sur NBC** qu'en voyant ce qui leur arrive les Français doivent maintenant se dire que le président Bush avait raison à propos des terroristes. Une analyse clairvoyante dans la droite ligne de celles qui furent développées par les dirigeants états-uniens après les attentats de Madrid, sans être partagées par les électeurs espagnols. Les networks US diffusent la seconde cassette, enregistrée en anglais à leur attention. Les deux otages y appellent les Français à manifester contre la loi sur le voile, dont on sait qu'elle avait été sévèrement condamnée par le département d'État. Les commentateurs expliquent que le gouvernement français récolte ce qu'il a semé à force d'être intolérant avec les musulmans et laxiste avec les terroristes.

Tel-Aviv, d'habitude si prolixe pour commenter tout ce qui se passe dans la région, se mure dans le silence.

De ce silence assourdissant, nous pouvons conclure que ni les États-Unis, ni Israël n'expriment la moindre compassion, même par simple courtoisie, pour les otages ou pour la France. Le clan Bush espère même que cette affaire servira de leçon aux Français.

Le renversement diplomatique

Enfin, observons la stratégie française.

Dès le début, Jacques Chirac a perçu que la crise dépassait largement la question de la vie de deux otages ou celle de la loi sur le voile et que son enjeu était la position diplomatique de la France face au projet états-unien de guerre des civilisations. Comme nous n'avons cessé de le répéter devant de nombreux gouvernements et médias du monde musulman depuis près de trois ans, la diplomatie française sur le long terme n'est pas dictée par des intérêts éphémères, mais par le contrat social républicain. Quelles que soient les vicissitudes de ses dirigeants, la France revient toujours à une conception laïque des relations internationales. Elle est intrinsèquement opposée au projet de guerre des civilisations car son existence même repose sur le principe inverse : vivre ensemble sans discriminations fondées sur les appartenances et convictions privées. Du point de vue français, la guerre des civilisations n'est pas une guerre entre l'Orient et l'Occident, mais une guerre civile. Non pas pour des motifs d'équilibres démographiques internes entre communautés, mais parce qu'il s'agit de la définition même du projet républicain.

Alors que cette opération de guerre psychologique était conçue pour provoquer une division des Français et les placer devant des contradictions diplomatiques, l'Élysée a retourné la situation et transformé ce drame en un concert unanime de soutiens dans le monde musulman. Et, au regard de tout ce que nous avons accompli au cours de ces trois dernières années dans les pays concernés et quelles que soient les incompréhensions dont nous avons fait l'objet en France, nous pouvons revendiquer avec fierté notre part de travail dans la réussite de cette mobilisation.

Aux États-Unis, la presse filtre les déclarations des dirigeants arabes, relayant les condamnations morales et religieuses des enlèvements et occultant les soutiens politiques à la diplomatie française.

En quelques jours, la France a vu reconnaître par tous les acteurs proche-orientaux, hormis les Collaborateurs irakiens et Israël, le bien-fondé de ses positions diplomatiques et son leadership face au bellicisme de la Coalition. Plus aucun dirigeant arabe ne doute de ce qui se cache derrière « l'Armée islamique en Irak » sans qu'il ait été besoin pour la France de l'explicitier publiquement.

Thierry Meysan, journaliste, écrivain, président du Réseau Voltaire

La fabrication de « l'Armée islamique en Irak »

Le vrai-faux retrait philippin

L'opération contre la France a été décidée début juillet, après l'échec du sommet d'Istanbul. Pour crédibiliser une prétendue « Armée islamique en Irak », ont le retrait programmé du contingent philippin a fait l'objet d'une mise en scène. En faisant croire que Manille avait cédé à un chantage, on attribuait un pouvoir démesuré à une organisation fantoche.



Gloria Arroyo et George W. Bush à Manille, le 18 octobre 2003

Les Philippines sont un allié fidèle des États-Unis, au point d'appartenir à la catégorie des « *alliés majeurs hors de l'Otan* », définie par le Département d'État [3]. À ce titre, le gouvernement philippin a envoyé 80 soldats en Irak [4]. Ces hommes servent aux côtés de soldats polonais dans le Sud du pays.

Le 14 avril, alors que George W. Bush vient de nommer **John Negroponte** au poste d'ambassadeur des États-Unis en Irak, la présidente philippine Gloria Arroyo annonce le possible retrait des troupes philippines en raison de la dégradation des conditions de sécurité. Le 16 avril, elle affirme que « *notre objectif est un "zéro victime" pour les civils et la force de maintien de la paix. (...) Nous respecterons nos engagements internationaux et nous nous assurerons que nos ressortissants sont en sécurité* » [5]. Une position difficilement compatible avec le théâtre d'opérations irakien, secoué par des attentats, des accrochages avec la résistance irakienne et des prises d'otages.

L'ensemble de la Coalition est d'ailleurs soumise à des menaces d'attentat. Le 22 avril, la présidente des Philippines « *appelle tous les Philippines à l'étranger qui sont vulnérables aux attaques terroristes à se placer en état d'alerte et à prendre des mesures préventives sous les directives, ou en coopération avec,*



Bill Clinton et Gloria Arroyo

leur gouvernement hôte » [6]. Le même jour, les ambassades de Corée du Sud et du Pakistan en Thaïlande reçoivent une lettre d'une mystérieuse « Organisation d'outre-mer jaune-rouge » (*Yellow-Red Overseas Organization*) proférant des menaces d'attentats contre des infrastructures en Australie, au Japon, au Koweït, au Pakistan, aux Philippines, à Singapour, en Corée du Sud et en Thaïlande entre les 20 et les 30 avril [7]. Ces attaques, qui n'eurent pas lieu, étaient justifiées dans la lettre

par le soutien apporté par ces pays aux États-Unis en Irak.

Le 29 avril 2004, un premier ressortissant philippin est tué dans l'attaque d'un convoi. Manille interdit alors aux agences locales de recrutement d'envoyer des employés en Irak. Peu de jours après éclate le scandale des **tortures d'Abou Ghraib** autour d'un rapport d'inspection rédigé par le général états-unien d'origine philippine, Antonio Taguba. Le 11 mai, quatre civils philippins sont tués dans une attaque au mortier contre une base aérienne états-unienne. Le 13 mai débutent les manœuvres multilatérales « **Cobra d'or 04** » menées par l'armée états-unienne en Thaïlande, en collaboration avec Singapour, la Mongolie, les Philippines et la Thaïlande. De ces quatre pays, seul Singapour n'a pas de troupes engagées en Irak. Début juin, trois soldats philippins sont blessés dans une embuscade, ce qui renforce la prudence de Manille : « *notre contingent humanitaire va rester, mais les options de déploiement doivent s'orienter vers des zones moins dangereuses* », affirme le porte-parole de la présidence, Ignacio Bunye [8]. Le 8 juin, le secrétaire philippin à la Défense, Eduardo Ermita, déclare que son gouvernement envisage de retirer ses hommes d'Irak après le transfert de souveraineté à un gouvernement irakien provisoire, prévu pour le 30 juin. Mais la décision se fait attendre : le 29 juin, la présidente Gloria Arroyo affirme que « *le gouvernement des Philippines continuera à soutenir la paix, la sécurité et les programmes humanitaires pour le bénéfice du peuple irakien, conformément au mandat des Nations unies* ». Une semaine plus tard, l'envoyé spécial des Philippines en Irak, Roy Cimatu, conseille à Manille de maintenir sa cinquantaine de soldats présents sur place, minant les positions défendues dans le pays par l'opposition et une partie de la majorité.

La prise en otages d'un ressortissant philippin par un groupe armé autoproclamé « Brigade Khaled Ibn Al-Walid », dépendant de l'Armée islamique en Irak, d'après Al-Jazira précipite les événements. Roy Cimatu, partisan du maintien des troupes, met immédiatement en doute la nationalité philippine de l'otage, arguant que « *tous les travailleurs philippins à l'étranger ont répondu à l'appel sur leur lieu de travail* ». L'information est pourtant rapidement confirmée par le chargé d'affaires philippin en Irak, Ricardo Endaya. Il affirme que « *le travailleur était basé en Arabie saoudite et il avait l'habitude de voyager en Irak* », mais refuse de révéler son identité. Selon lui, « *des contacts à Bagdad et au Qatar* » ont également confirmé l'enlèvement. Rapidement des « *lignes de communication* » sont établies avec les ravisseurs, grâce à l'aide des membres du gouvernement irakien « *et des responsables des partis politiques alliés aux forces proaméricaines* » [9].

La demande des preneurs d'otages est claire : sur la vidéo diffusée par Al-Jazira le 10 juillet, le prisonnier philippin, Angelo de la Cruz, demande à la présidente Gloria Arroyo de retirer les troupes philippines déployées en Irak, faute de quoi il sera exécuté dans les 72 heures. Une revendication difficile à comprendre puisqu'à ce moment là, seuls 51 policiers philippins restent déployés dans le pays. Le porte-parole de la présidence refuse d'ailleurs d'envisager que Manille cède à ses exigences. Selon lui, le contingent philippin ne partira pas avant la date prévue, c'est-à-dire le 20 août. Cette position vaut au pays les félicitations de l'ambassadeur états-unien à Manille, Francis Ricciardone. Le même jour, le cheikh Abdelsalam al-Koubaïssi, membre du Comité des oulémas musulmans, animé par des sunnites, annonce la libération prochaine de l'otage. La présidente Arroyo confirme même officiellement cette libération, avant de se rétracter quelques heures plus tard après la diffusion d'un démenti par les ravisseurs sur Al-Jazira : ceux-ci y réaffirment leur volonté de voir partir le contingent philippin avant le 20 juillet, soit un mois avant la date prévue. Sinon, menacent-ils, ils exécuteront l'otage. L'épouse et le frère de celui-ci se rendent alors en Irak pour « *aider à sa libération* » : « *nous nous rendons en Jordanie parce que la Jordanie est l'endroit le plus proche où une libération peut avoir lieu* », déclare Arsenia de la Cruz [10]. D'après les négociateurs, les discussions comprennent une offre de rançon refusée par les preneurs d'otages qui « *restent fidèles à leur cause* » [11].

Les réactions du monde arabe, si elles n'ont pas l'ampleur de celles suscitées aujourd'hui par l'enlèvement des deux journalistes français et de leur chauffeur, reflètent le refus généralisé de la pratique des prises d'otage. La participation du cheikh Abdelsalam al-Koubaïssi, membre du Comité des oulémas musulmans, animé par des sunnites, aux négociations, est un exemple de ce soutien apporté aux Philippines. Selon le cheikh, le Comité était alors sur le point de diffuser un communiqué appelant à libérer les otages actuellement détenus en Irak : « *Le sens de notre message sera de dire qu'il n'est pas acceptable de détenir ainsi des civils* ». La Malaisie, alors présidente de l'Organisation de la conférence islamique, la plus grande organisation musulmane, appelle à « *la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, dont le ressortissant philippin* », d'après son ministre des Affaires étrangères, Syed Hamid. Le diplomate déclare que la Malaisie « *ne trouve pas d'excuses à des tels actes car ils menacent la vie de civils innocents et de travailleurs humanitaires* ». Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, affirme pour sa part qu'il soupçonne « *des "agents" travaillant pour le compte des États-Unis et d'Israël d'être à l'origine d'une vague de prises d'otages et de décapitations en Irak, selon l'agence officielle Irna* » [12]. Peu après, l'émissaire philippin Norberto Gonzales demande l'aide de la Syrie lors d'un entretien avec le ministre des Affaires étrangères syrien, Farouk al-Chareh.

Manille finit par céder : le 12 juillet, le vice-ministre des Affaires étrangères, Raphaël Seguis, déclare qu'« *en réponse à la demande du groupe Khaled ibn al-Walid, le gouvernement philippin, conformément à ses engagements, va retirer ses forces humanitaires d'Irak rapidement, le temps d'achever les préparatifs nécessaires pour leur retour aux Philippines* ». Une formulation particulièrement ambiguë et déroutante : comment un État souverain peut-il officiellement reconnaître qu'il soumet sa politique étrangère et de Défense à une organisation radicale extrémiste ? Et que signifie la formule

« conformément à ses engagements » ? Le retrait annoncé est si minime - huit hommes le 15 juillet - qu'il ne paraît pas lié à la prise d'otages, mais semble participer du retrait progressif prévu pour 20 août. En effet, la semaine précédente, six soldats avaient déjà quitté le territoire irakien, cinq pour une permission, le sixième pour un détachement au Koweït. « *Sont-ils en train de se retirer avant le 10 août ? Le plus vite possible, ça veut dire combien de temps... quelques jours, quelques semaines* », déclare un diplomate à l'AFP, sous couvert de l'anonymat [13].

Le pays se retrouve néanmoins sous le feu de la critique internationale, notamment de la part de ses partenaires au sein de la Coalition en Irak. Le vice-ministre polonais de la Défense déclare ainsi que les autorités de Manille « *commettent une erreur* » de céder au chantage des ravisseurs. Parallèlement, il réaffirme que le contingent polonais en Irak sera prochainement divisé par deux, pour avoisiner les 1000 à 1500 soldats, contre 2500. Peu après, les autorités philippines démentent le retrait prématuré annoncé par Raphaël Seguis, en affirmant : « *Nous maintenons nos positions* », c'est-à-dire un retrait prochain, mais non immédiat, des troupes. Le haut diplomate reçoit pourtant le soutien de sa supérieure hiérarchique, le ministre des Affaires étrangères Delia Albert. La position de Manille est, au minimum, extrêmement confuse, comme le confirme le porte-parole du département d'État états-unien, Richard Boucher : « *Nous attendons une clarification sur ce que signifient exactement* » les déclarations de Manille, déclare-t-il. Le soir même, le chef de la diplomatie irakienne, Hoshyar Zebari, demande à l'Otan d'aider rapidement son pays. La Maison-Blanche déclare, pour sa part que les Philippines « *adresseraient le mauvais message aux terroristes* » si elles retiraient leurs troupes d'Irak. L'Australie, qui avait « *fermement exhorté* » Manille à ne pas céder déclare que « *si les pays cèdent aux terroristes, cela ne fera que les encourager à enlever plus d'otages* ». Le Premier ministre John Howard résume ainsi sa vision de l'épisode : « *Je ne veux pas être dur avec un pays ami mais cela consiste à céder aux terroristes. C'est une faute* ». Le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshyar Zebari, évoque un « *mauvais précédent* ».

Le 16 juillet, dix soldats philippins quittent l'Irak pour le Koweït. Trois jours plus tard, les trente derniers militaires quittent le pays. Ce retrait fait suite à celui des troupes espagnoles, de la République dominicaine, du Honduras et du Nicaragua. Le 20 juillet, la chaîne de télévision Al-Arabiya annonce la libération du chauffeur de camion philippin, en citant des sources au Congrès national irakien. Il est effectivement remis à l'ambassade des Émirats arabes unis à Bagdad, à des diplomates de son pays. Si la « victoire » des terroristes n'a eu aucun intérêt pour la résistance irakienne, elle a permis en revanche de crédibiliser « l'armée islamique en Irak » en en faisant, aux yeux de l'opinion publique occidentale, une organisation capable de peser sur la politique d'un État souverain.

Les faits, les réactions

Chronologie

La chronologie des faits et des réactions françaises et internationales depuis la disparition de Christian Chesnot, Georges Malbrunot et Mohammed Al-Joundi, le 24 août 2004.

Christian Chesnot et Georges Malbrunot ont disparu le vendredi 24 août, avec leur chauffeur, Mohammed Al-Joundi, alors qu'ils devaient quitter ensemble Bagdad pour se rendre dans la ville assiégée de Najaf. Leur enlèvement a pu se produire dans le secteur de Latifiya, au sud de l'Irak.

Le 25 août, le PDG de Radio France indique que les deux hommes « *sont sans doute vivants* ». A RFI et au *Figaro* on évoque un « *enlèvement non planifié* », qui serait survenu « *par erreur* », selon Pierre Rousselin, rédacteur en chef du service étranger au *Figaro*.

Négociations diplomatiques

Le 26 août, le ministre des Affaires étrangères français, Michel Barnier, affirme que la France, mobilisée pour libérer les deux journalistes, cherche à « *provoquer une issue heureuse aussi rapidement que possible* ». « *Nous sommes par rapport à ces deux disparitions immédiatement et quotidiennement mobilisés* », ajoute-t-il. « *Nous le faisons dans la discrétion parce que l'expérience, franchement, nous prouve que cette discrétion est une garantie pour la sécurité* ». Il fait également référence « *à un autre journaliste qui a disparu il y a un peu plus d'un an tragiquement, Fred Nérac, et nous ne l'oublions pas* ».

Nuit du jeudi 26 au vendredi 27 : l'Armée islamique en Irak exécute le journaliste italien Enzo Baldoni, sans en avoir fait la menace préalable.

Le 27 août, la Fédération internationale des journalistes (FIJ), basée à Bruxelles, condamne le « *meurtre insensé* » du journaliste italien Enzo Baldoni et dénonce le manque de « *négociations déterminées* » pour obtenir sa libération. Il était détenu par l'Armée islamique en Irak qui exigeait le retrait en 48 heures des 3000 soldats italiens présents en Irak.

Le samedi 28 août, « *de hauts dignitaires religieux chiïtes [marquent] leur opposition à la lutte armée contre la présence américaine en Irak* ». Il s'agit de partisans du grand ayatollah Bachir al-Najafi, qui a été reçu par Ali Sistani à son domicile de Najaf. Sistani avait reçu auparavant les ayatollahs Mohammad Saïd al-Hakim et Ishak al-Fayad.

Al-Jazira diffuse deux brèves séquence vidéo montrant les deux journalistes français, qui annoncent être les otages du groupe l' « *Armée islamique en Irak* » [14]. Dans la nuit, le Comité des oulémas musulmans, principale organisation religieuse sunnite, lance un appel sur la chaîne de télévision qatarie

pour la libération des deux hommes. Le cheikh Abdessatar Abdeljawad, membre de ce comité déclare qu' « *au nom du Comité des oulémas musulmans, nous exhortons les ravisseurs à libérer ces deux* » journalistes, d'autant que « *la France a une position opposée aux forces de l'occupation de l'Irak* ». Il rappelle néanmoins l'opposition de son organisation à la loi française sur l'interdiction du voile, tout en rejetant « *l'enlèvement comme méthode pour parvenir à des objectifs* ». D'après l'AFP, « *Cheikh Abdeljawad n'a pas non plus exclu que les deux Français aient été enlevés par "une partie qui cherche à nuire à l'amitié entre les peuples irakiens et français (...). La scène irakienne est infestée de nombreuses parties dont les intérêts sont opposés (...) et qui voudraient par cet enlèvement amener la France à changer sa position de soutien à la cause irakienne"* » [15].

Dimanche 29 août 2004

Le matin, réunion de crise du gouvernement français présidée par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Les ministres des Affaires étrangères Michel Barnier, de l'Intérieur Dominique de Villepin et de la Communication Renaud Donnedieu de Vabres sont présents, de même que le secrétaire général de l'Elysée Philippe Bas et le secrétaire général adjoint de l'Elysée Frédéric Salat-Baroux. Pas de déclarations au sortir de la réunion.

Dominique de Villepin, le ministre de l'Intérieur, en charge des cultes, réunit en fin de matinée le bureau du Comité français du culte musulman (CFCM). Ses membres condamnent l'enlèvement. Le président du CFCM Dalil Boubakeur affirme à son arrivée que la communauté musulmane doit « *se démarquer* » de ces « *agissements condamnables par l'islam* ». A l'issue de la réunion, Dominique de Villepin déclare : « *Ensemble, nous demandons leur libération à tous ceux qui détiennent une autorité ou une part de responsabilité dans le sort de Christian Chesnot et de Georges Malbrunot* »

Jean-Pierre Raffarin organise une seconde réunion de son cabinet. Outre Michel Barnier (Affaires étrangères), Dominique de Villepin (Intérieur) et Renaud Donnedieu de Vabres (Communication) - déjà présents le matin - François Fillon (Education nationale), Michèle Alliot-Marie (Défense) et Jean-François Copé, ministre délégué à l'Intérieur, sont convoqués.

Le Premier ministre français contacte également les présidents des deux chambres du Parlement, Christian Poncelet (Sénat) et Jean-Louis Debré (Assemblée nationale), avant de convoquer les responsables des partis politiques lundi.

A l'issue de cette deuxième réunion, il fait une déclaration à la presse : « *La situation est grave. Nous sommes mobilisés avec toute notre énergie pour obtenir la libération de nos compatriotes qui sont odieusement pris en otage en Irak (...). Nous avons d'ores et déjà renforcé et nous renforcerons dans les heures qui viennent notre capacité d'initiative dans la région* ». Il ajoute qu'il a « *eu au téléphone l'ensemble des responsables politiques de la majorité et de l'opposition* » et qu'il les « *réunirait* » lundi matin dans ses services. « *Nous partageons ce sentiment que, face à cette épreuve, le sentiment d'unité nationale est une exigence* », souligne-t-il.

En fin de journée, il est à l'Élysée.

A 18h30, déclaration du président de la République Jacques Chirac [16]. Il annonce sa décision d'envoyer Michel Barnier dans la région « *afin d'y développer les contacts nécessaires et coordonner sur place les efforts de nos représentants* ».

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hervé Ladsous, annonce que la première étape du ministre des Affaires étrangères français sera Le Caire, la capitale égyptienne.

Les réactions sont nombreuses au sein du mouvement associatif français. Reporters sans frontières (RSF) lance un appel à la communauté des oulémas musulmans et au grand ayatollah Ali Sistani en faveur des deux journalistes. Selon le communiqué, « *il est extrêmement choquant de voir des journalistes, civils protégés par les Conventions de Genève, utilisés dans un tel chantage* ». L'organisation réitère « *son appel aux plus hautes autorités religieuses irakiennes, notamment à la communauté des oulémas musulmans et au grand ayatollah Ali Sistani, pour que tout soit mis en oeuvre en faveur de la libération des deux journalistes français* ». Mohamed Bechari, président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) et vice-président du CFCM, s'adresse en arabe aux ravisseurs pour demander la libération immédiate des deux journalistes.

L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), hostile à la loi sur le voile à l'école, « *condamne vigoureusement cette prise d'otages* » et « *refuse avec la plus grande fermeté à toute force étrangère le droit de s'immiscer de la sorte dans les relations de l'islam de France avec la République* ».

Pour le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, « *c'est la démocratie qui est atteinte, les lois de la République qui sont visées, le vivre ensemble qui est menacé* ». Il demande à « *toutes les familles de pensée, les associations, les religions, de se mobiliser* ».

Le président de l'UDF, François Bayrou, appelle les Français à être « *solides et solidaires* », estimant que « *c'est la seule attitude qui puisse faire fléchir les ravisseurs barbares* ».

Commentant l'enlèvement, un responsable du patriarcat orthodoxe russe qualifie d'« *acte de désespoir de la civilisation laïcisée* » la loi française interdisant le port du voile islamique à l'école publique. Selon le père Vsevolod Tchaplina, numéro deux du département des relations extérieures du patriarcat, sur la radio Echo de Moscou, il s'agit d'une « *mesure incorrecte, (...) un acte de désespoir de la civilisation laïcisée qui perd pied et reste sans défense face à des conceptions du monde plus fortes* » [17].

Plusieurs journaux italiens affirment que la vidéo de revendication de l'assassinat du journaliste Enzo Baldoni pourrait être un montage, et que l'otage avait déjà été exécuté quand elle a été diffusée, ce qui expliquerait que les négociations pour tenter d'obtenir sa libération aient soudain tourné court. Le dirigeant de la CRI, Maurizio Scelli, a chargé un de ses interlocuteurs irakien,

Sajaf Al Jidi, 35 ans, ancien officier de l'armée de Saddam Hussein, de tenter de récupérer la dépouille mortelle d'Enzo Baldoni [18].

Lundi 30 août 2004

Le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, déclare que la loi interdisant le port ostensible de signes religieux à l'école publique, notamment la voile islamique, « sera appliquée » comme prévu jeudi, jour de rentrée scolaire en France, en dépit de l'ultimatum des ravisseurs. « *La loi sera appliquée, c'est le cadre de la loi de la République bien sûr.* ».

Arrivé en Egypte, le ministre des Affaires étrangères français, Michel Barnier, lance un appel aux ravisseurs pour qu'ils libèrent leurs otages. Il annonce la venue à Bagdad du secrétaire général du Quai d'Orsay, Hubert Colin de Verdière. L'ambassadeur de France au Caire est Jean-Claude Cousseran, ancien chef de la DGSE (2000-2002), arabisant et spécialiste du Proche-Orient.

Vers midi, il est reçu par le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa. A l'issue de l'entretien, ce dernier « *exhorte tout le monde à en finir avec cette affaire le plus rapidement possible afin de nous épargner des conséquences dont nous pouvons nous passer* » [19].

En milieu d'après-midi, Michel Barnier rencontre son homologue égyptien Ahmed Aboul Gheit. Une rencontre est également organisée avec le général Omar Souleimane, chef des services de renseignement égyptiens, à Alexandrie [20]. Il a également un entretien avec cheikh Youssef el-Qardaoui [21].

Arrivé à Bagdad, Hubert Colin de Verdière a « *dès son arrivée, une série de contacts avec des personnalités susceptibles d'aider à trouver une solution au problème des otages* », affirme à l'AFP l'ambassadeur de France à Bagdad Bernard Bajolet. Parallèlement, le directeur du bureau de Moqtada Sadr à Bagdad annonce que le dirigeant chiite a appelé à « *l'arrêt des combats dans tout l'Irak et l'entrée dans le processus politique de son mouvement* » [22].

D'après le secrétaire général délégué de l'UMP, François Baroin, interrogé sur France Inter, il existe « *des raisons qui peuvent nourrir l'espoir. (...) Evidemment, il y a des informations que le gouvernement nous a transmises et qu'on ne peut pas diffuser.* »

Le Premier ministre irakien, Iyad Allaoui, déclare que l'enlèvement des journalistes français montre qu'il « *n'y a pas de neutralité possible* » en Irak et que ceux qui ne « *combattent pas* » aux côtés du gouvernement n'échappent pas au terrorisme. Selon lui, « *les Français (...) ne peuvent pas se contenter d'adopter une position passive. Les Américains, les Britanniques et les autres nations qui se battent en Irak ne se battent pas seulement pour protéger les Irakiens, ils se battent aussi pour protéger leur propre pays* ». Des attentats vont donc nécessairement survenir sur le territoire français, assure-t-il : « *Les attentats se produiront à Paris, à Nice, à Cannes ou à San Francisco (sic)* ». Il compare ensuite l'intervention des États-Unis contre le terrorisme à la lutte qu'ils ont menée pendant la Seconde Guerre mondiale « *pour éliminer Hitler* ».

D'après la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Cécile Pozzo di Borgo, ses propos « *ne sont pas acceptables* » car ils « *semblent en effet jeter un doute sur la détermination de la France dans la lutte contre le terrorisme (...) La France mène sans relâche une action résolue contre ce fléau et elle a toujours apporté son soutien et sa contribution à toutes les initiatives de la communauté internationale dans ce domaine* ». Par ailleurs, la France a « *plaidé en permanence pour la recherche d'une solution politique* » en Irak et estime que « *la tenue d'élections libres et démocratiques doit permettre de réunir les conditions d'une véritable reconstruction politique et économique de l'Irak* » [23].

Le soir, Al-Jazeera diffuse une vidéo dans laquelle les deux journalistes français appellent leurs compatriotes à manifester contre la loi d'interdiction du voile à l'école publique, en soulignant que leur vie est en danger : « *Nous exhortons le peuple français et tout Français qui connaît la valeur de la vie (humaine) à sortir pour manifester afin de réclamer l'annulation de la loi sur l'interdiction du voile parce que notre vie est en danger* », déclare Georges Malbrunot, en anglais. « *J'appelle le président Chirac et le gouvernement français à montrer de bonnes intentions à l'égard du monde arabe et musulman, en abrogeant immédiatement la loi sur l'interdiction du voile* », déclare en anglais Christian Chesnot. « *J'exhorte les citoyens français à manifester contre cette loi et à demander à l'abroger parce que c'est une loi inique et erronée. Si elle n'est pas annulée, nous risquons de le payer de notre vie. C'est une question de temps, peut-être de minutes et nous ferons partie des morts* », ajoute-t-il. Selon la chaîne de télévision qatarie, l'ultimatum est repoussé de 24 heures « *pour répondre au souhait des deux otages de faire parvenir leur voix à leur peuple et au gouvernement* » [24].

Jacques Chirac part pour Scotchi, où il doit rencontrer Vladimir Poutine et Gerhard Schröder. Son départ a été retardé à cause de la crise des otages. Son retour est prévu mardi après-midi.

Dans la nuit, le président du Conseil français du culte musulman Dalil Boubakeur demande aux musulmans de se rassembler mardi à la mosquée de Paris pour y demander la libération des otages français.

Un peu plus tard encore pour cause de décalage horaire, la Maison Blanche dénonce l'enlèvement de deux journalistes français, par la voix du porte-parole Scott McClellan, qui s'exprime en marge d'un déplacement électoral du président George W. Bush dans le New Hampshire. Selon lui cet épisode démontre « *la véritable nature de l'ennemi en Irak. Ils s'en prennent à des civils innocents afin d'essayer de justifier leur cause, mais il n'y a pas de justification à cela. Ils essaient d'affaiblir la volonté de la communauté internationale. Ils ne réussiront pas à affaiblir la nôtre* ».

31 août 2004

Jean-Pierre Raffarin préside une réunion de crise à 11h30. Y sont conviés les ministres de l'Éducation nationale François Fillon, de la Défense Michèle Alliot-Marie, de l'Intérieur Dominique de Villepin, de la Communication Renaud Donnedieu de Vabres et le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé.

Le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, est représenté par son directeur de cabinet Pierre Vimont.

Pendant ce temps, Michel Barnier rencontre à Amman, en Jordanie, son homologue Marwan Moasher, ainsi que le roi Abdallah II de Jordanie.

Au terme de cette rencontre, il réitère son appel pour la libération des otages [25]. Le roi Abdallah II déclare que le Jordanie va « *multiplier les contacts avec les parties irakiennes concernées pour assurer la libération des journalistes français* ». D'après le ministre des Affaires étrangères, Marwan Moasher, la Jordanie « *a déjà entamé des contacts avec des groupes en Irak, à travers son ambassade à Bagdad (...). En raison de ses récents problèmes avec la prise d'otages jordaniens en Irak, nous avons établi des contacts avec différents groupes en Irak qui peuvent influencer sur la situation* ».

En fin de journée, il retourne discrètement en Egypte où il s'entretient avec son homologue allemand, Joschka Fischer, dans un grand hôtel d'Alexandrie. Michel Barnier s'entretient également avec le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih [26]. Aucune information n'a filtré sur le contenu des consultations.

Jacques Chirac commence ses entretiens avec le président russe Vladimir Poutine et le chancelier allemand Gerhard Schröder. Il y renouvelle son appel à la libération des deux journalistes [27]

Dans l'après-midi, le ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin se rend à la mosquée de Paris « *à l'invitation* » de son recteur Dalil Boubakeur, pour « *s'unir aux efforts de la communauté musulmane de France* » pour la libération des otages français. Ce dernier défend la politique française vis-à-vis de l'Irak et de l'islam au cours d'une prière à laquelle assistait également le maire de Paris Bertrand Delanoë. Il propose l'envoi à Bagdad d'une délégation des musulmans de France pour discuter avec les ravisseurs. Dominique de Villepin s'adresse ensuite aux centaines de musulmans réunis et salue « *l'unité que vous incarnez, que vous manifestez* », avant d'évoquer « *l'image de la France rassemblée, autour de ses valeurs, de ses idéaux* » pour « *le droit, la justice, la souveraineté des peuples, la paix* ». D'après l'AFP, « *à l'issue de la prière et des allocutions, M. de Villepin s'est isolé avec les familles des otages* » [28].

La chaîne satellitaire arabe Al Arabiya, citant des sources non-identifiées, annonce à la mi-journée que la libération des deux journalistes est « *imminente* ». « *Il s'agit de rumeurs, nous ne pouvons confirmer et continuons à nous mobiliser* », indique à l'AFP la porte-parole adjointe du ministère, Cécile Pozzo di Borgo [29].

Le Comité des oulémas musulmans admet ne pas avoir pu entrer en contact avec le groupe détenant les deux journalistes français et dit craindre que cet enlèvement « *n'aboutisse à leur exécution* ». Le porte-parole du Comité, cheikh Mohammad Bachar al-Faidhi, affirme lors d'une conférence de presse qu'« *il est fort regrettable que nous n'ayons pas de canal direct pour contacter les ravisseurs* » [30].

Le soir même, douze travailleurs népalais détenus par le groupe islamiste Ansal

Al-Sunna sont exécutés, égorgés ou tués par balle. Le porte-parole de la présidence égyptienne Majed Abdel Fattah affirme que son pays « *usera de tous ses contacts et relations avec les chefs de tribus et les dignitaires religieux en Irak pour tenter d'obtenir la libération des deux journalistes français ainsi que du ressortissant français toujours retenu en otage en Irak, Mohamed Ali Sanad* ».

Les soutiens internationaux à la France

29 août

France

Reporters sans frontières (RSF) lance un appel à la communauté des oulémas musulmans et au grand ayatollah Ali Sistani en faveur des deux journalistes. Selon le communiqué, « *il est extrêmement choquant de voir des journalistes, civils protégés par les Conventions de Genève, utilisés dans un tel chantage* ». L'organisation réitère « *son appel aux plus hautes autorités religieuses irakiennes, notamment à la communauté des oulémas musulmans et au grand ayatollah Ali Sistani, pour que tout soit mis en oeuvre en faveur de la libération des deux journalistes français* ». Mohamed Bechari, président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) et vice-président du CFCM, s'adresse en arabe aux ravisseurs pour demander la libération immédiate des deux journalistes.

L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans et hostile à la loi sur le voile à l'école, « *condamne vigoureusement cette prise d'otages* » et « *refuse avec la plus grande fermeté à toute force étrangère le droit de s'immiscer de la sorte dans les relations de l'islam de France avec la République* ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, « *c'est la démocratie qui est atteinte, les lois de la République qui sont visées, le vivre ensemble qui est menacé* ». Il demande à « *toutes les familles de pensée, les associations, les religions, de se mobiliser* ».

Le président de l'UDF, François Bayrou, appelle les Français à être « *solides et solidaires* », estimant que « *c'est la seule attitude qui puisse faire fléchir les ravisseurs barbares* ».

Monde

Condamnation des Frères musulmans. Badr Mohammed Badr, directeur de la revue de la confrérie *Afaq Arabiya* (*Horizons arabes*) « *n'exclue pas qu'il se trouve derrière les jeunes (preneurs d'otages, ndlr) qui agissent sans objectif précis, une autre partie (étrangère, ndlr) voulant impliquer la France dans cette affaire [irakienne], dans un sens contraire à ses orientations politiques nationales* » [31].

Commentant l'enlèvement, un responsable du patriarcat orthodoxe russe qualifie d'« *acte de désespoir de la civilisation laïcisée* » la loi française

interdisant le port du voile islamique à l'école publique. Selon le père Vsevolod Tchaplina, numéro deux du département des relations extérieures du patriarcat, sur la radio Echo de Moscou, il s'agit d'une « *mesure incorrecte, (...) un acte de désespoir de la civilisation laïcisée qui perd pied et reste sans défense face à des conceptions du monde plus fortes* ».

Un groupe salafiste irakien, le Comité Irchad wal-Fatwa, appelle les ravisseurs de deux journalistes français en Irak à les libérer « *en reconnaissance de la position de la France* », opposée à l'intervention états-unienne dans ce pays.

Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat appelle à la « *libération immédiate* » des deux journalistes français enlevés en Irak, d'après un communiqué de son bureau. « *Au nom du peuple palestinien et de la direction palestinienne, j'appelle instamment à la libération des journalistes français, que leur vie soit épargnée et qu'ils soient libérés aussi vite que possible* », déclare M. Arafat dans un appel aux ravisseurs. « *Ces journalistes aident la cause irakienne et la cause palestinienne* », poursuit le dirigeant palestinien. Il conclue : « *nous voulons des garanties pour nos amis qui soutiennent notre combat* » [32].

30 août 2004

France

Rassemblement d'un millier de personnes en fin d'après-midi à Paris en solidarité avec les deux journalistes français, à l'initiative de Jean-Louis Debré et Christian Poncelet, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. On y trouve de simples manifestants, des journalistes (RSF), des élus de droite et de gauche et des dignitaires religieux (Mgr Jean-Marie Lustiger, cardinal-archevêque de Paris, ainsi que Dalil Boubakeur, président du Conseil français du culte musulman). Il s'agit d'« *affirmer notre solidarité à l'égard des deux journalistes et de leurs familles dans cette épreuve, et de montrer que, lorsque ce qui est en cause c'est la liberté, les Français savent dépasser les querelles partisans et se rassembler pour défendre leurs convictions* », affirme M. Debré.

Présente également, Leïla Shahid, représentante de l'OLP en France, se déclare « *bouleversée* » par l'enlèvement. « *On n'a jamais vu les Français aussi unis de quelque bord qu'ils soient* », ajoute-t-elle, saluant la réaction « *fantastique* » de la population. D'autres rassemblements de même nature ont lieu ailleurs en France, notamment à Strasbourg.

Amnesty International-section française (AISF) réclame dans un communiqué la libération des otages civils en Irak, disant « *craindre particulièrement pour la sécurité des deux journalistes français* » retenus.

L'association SOS Racisme annonce dans un communiqué le lancement d'une pétition en signe de soutien aux deux journalistes français, appelant toute la « *communauté nationale* » à rejeter le « *chantage* » exercé par les ravisseurs. « *Nous, signataires de cet appel, avons pu avoir des divergences sur la loi relative à la laïcité. Mais nous n'acceptons pas que ce débat, qui concerne les citoyens français, serve de quelconque prétexte à un chantage exercé sur la*

France et sur la vie de ses ressortissants (...) », indique le texte de l'association. « *Notre meilleure arme contre le terrorisme, c'est notre solidarité indéfectible dans les moments de crise* », poursuit le texte.

Monde

Le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, Javier Solana, lance un appel à la libération des deux otages : « *Au travers de la vie de ces citoyens européens, sont de nouveau en jeu la liberté d'expression mais aussi les valeurs de tolérance et de respect de l'autre auxquelles tous les Européens sont attachés* ».

La porte-parole du gouvernement jordanien Asma Khodr dénonce l'enlèvement, estimant que de tels actes ne servent « *ni les causes des Arabes, ni celles des musulmans* ».

La télévision satellitaire qatariote Al-Jazeera condamne l'enlèvement et l'exécution de journalistes et réclame la « *libération immédiate* » des deux reporters français. C'est la première fois que la télévision qatariote, accusée par les autorités irakiennes d'inciter à la violence en diffusant des vidéos de groupes armés, condamne officiellement et spécifiquement les enlèvements et exécutions de journalistes. « *La chaîne Al-Jazeera condamne le meurtre, l'enlèvement et les restrictions auxquelles sont soumis les journalistes en Irak, et réclame la libération immédiate des reporters enlevés* », affirme le bureau du directeur de la chaîne dans un communiqué transmis à l'AFP [33].

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) appelle les islamistes irakiens à faire preuve de retenue à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum qu'ils ont lancé à la France.

A Djeddah, en Arabie saoudite, le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) Abdelwahed Belkeziz estime que le rapt des journalistes est « *préjudiciable à l'islam et aux musulmans* ».

Mohammad Hussein Fadlallah, une autorité de l'islam chiite, exprime le même point de vue à Beyrouth, affirmant que la religion interdit de lier le rapt à la loi sur le voile en France.

Toujours à Beyrouth, un congrès de quelque 300 opposants irakiens affirme ne pas voir « *quel lien il peut y avoir entre la lutte contre l'occupation et l'exercice d'un chantage contre la France qui s'est toujours tenue aux côtés du peuple irakien* ».

Mohamad Al-Hindi, un des principaux chefs du mouvement radical palestinien Jihad islamique, appelle les ravisseurs des deux Français à les libérer car « *ils sont des amis du peuple palestinien et ont visité la Palestine plusieurs fois* ». Il estime que « *la question du voile ne se règle pas de cette manière, surtout que la position de la France sur l'occupation américaine de l'Irak s'est démarquée de celle des autres Européens* ».

Yasser al-Serri, directeur de l'Observatoire islamique, basé à Londres, appelle à

la libération des journalistes pour « servir l'islam ». « Nous exhortons les ravisseurs à libérer les deux journalistes (...) qui par leur travail sont en train de dénoncer les crimes américains en Irak », déclare al-Serri, dont l'institution défend les musulmans dans le monde entier et jouit d'une notoriété certaine auprès des islamistes. Le mufti de Syrie, cheikh Ahmed Kaftaro, et le guide suprême des Frères musulmans égyptiens, condamnent également cet acte.

Enfin, au Maroc, le mouvement islamiste Unification et Réforme (MUR) qualifie le rapt d'« acte criminel » [34].

La Maison-Blanche dénonce l'enlèvement de deux journalistes français, par la voix du porte-parole Scott McClellan, qui s'exprime en marge d'un déplacement électoral du président George W. Bush dans le New Hampshire. Selon lui cet épisode démontre « la véritable nature de l'ennemi en Irak. Ils s'en prennent à des civils innocents afin d'essayer de justifier leur cause, mais il n'y a pas de justification à cela. Ils essaient d'affaiblir la volonté de la communauté internationale. Ils ne réussiront pas à affaiblir la nôtre » [35].

Le Cheikh Abdessatar Abdeljawad, du Comité des oulémas musulmans, assure que « si [les journalistes français] sont exécutés, seul l'ennemi occupant profitera de cette opération, en créant une brèche entre la France et l'Irak ».

La télévision du Hezbollah chiite libanais, Al-Manar, juge que le rapt de journalistes en Irak est une « pratique erronée » et exhorte les ravisseurs à sauvegarder la vie des deux Français pris en otages. « Les journalistes en Irak et toute la presse internationale ont reçu un nouveau coup dur avec le rapt des deux journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, confortant la série de meurtres, d'enlèvements et de restrictions imposées aux journalistes en Irak », estime la direction d'Al-Manar dans un communiqué parvenu à l'AFP [36]. « Al-Manar dénonce avec force les pratiques erronées contre les journalistes de quelque partie qu'elles proviennent et juge que leur protection et la facilitation de leur tâche sont un grand service à rendre à la cause irakienne », ajoute le texte. « Al-Manar insiste sur la nécessité de sauvegarder la vie des journalistes, de les protéger et de faciliter leur tâche », conclue le texte de l'organe du Hezbollah, qui a récemment obtenu du Conseil d'Etat français un délai jusqu'au 1er octobre pour se mettre en règle avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui demandait l'arrêt de sa diffusion en France [37].

Le mouvement radical palestinien Hamas affirme dans un communiqué être « très inquiet » à la suite de l'enlèvement des deux journalistes français. « Nous appelons l'Armée islamique en Irak à relâcher rapidement les deux journalistes et nous pensons qu'une telle décision aura des répercussions positives sur les positions politiques de la France au niveau populaire et officiel à l'égard des causes palestinienne et irakienne », souligne le Hamas [38].

Par ailleurs, le PDG de la télévision satellitaire ANB Boutros el-Khoury, déplore dans un communiqué « l'acte lâche de prise en otage des deux journalistes français » et exprime l'espoir de « les voir en liberté le plus tôt possible afin de reprendre leur mission sacrée ».

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) dénonce également l'enlèvement : « *Le droit international interdit les crimes fondamentaux que toute religion et toute culture condamnent aussi* », relève Sarah Leah Whitson, directrice de la section Moyen-Orient de HRW. « *Prendre des otages à des fins politiques comme dans tout autre but, constitue le genre de crime le plus grave* ».

31 août 2004

Au Parlement européen, 160 députés signent une pétition lancée par l'eurodéputé socialiste néerlandais Thijs Berman pour demander « *la libération immédiate des deux journalistes français pris en otage, Christian Chesnot et Georges Malbrunot et de tous les autres otages en Irak* ». Le président de l'assemblée européenne, l'Espagnol Josep Borrell, appelle « *les ravisseurs à libérer leurs otages au nom du Parlement européen tout entier et des peuples qu'il représente. (...) Quelle que soit son origine, le terrorisme n'a qu'un but : tuer la liberté d'expression et celle de penser* ».

Le Conseil consultatif sunnite, un important groupe salafiste irakien, appelle implicitement les ravisseurs à libérer leurs otages en reconnaissance de l'opposition française à l'intervention anglo-états-unienne au printemps 2003. « *Les combattants de la résistance irakienne doivent peser le pour et le contre afin de choisir la solution la moins nuisible et la plus conforme à la Charia (loi islamique) qui est la source d'inspiration des moudjahidine (combattants musulmans)* », affirme l'organisation dans un communiqué parvenu à l'AFP [39]. Le texte rend également hommage à la position française contre l'invasion du printemps 2003 et au travail des journalistes français. « *Au moment où l'Irak est le théâtre de complots de conspirations visant à diviser le pays, nous savons qu'il y a des peuples et des gouvernements en Europe qui comprennent notre juste cause et se tiennent aux côtés de l'Irak, spécialement la France, une nation ayant des relations amicales avec nous depuis des décennies et qui a refusé de participer à l'occupation, souligne le Conseil.*

Qazi Hussain Ahmed, chef du plus important parti islamiste pakistanais, le Jamaat-i-Islami, condamne l'enlèvement de deux journalistes français en Irak et appelle leurs ravisseurs à les libérer. Tout en émettant le souhait de voir le gouvernement français « *réviser* » la loi sur le voile, il affirme qu'« *enlever ou tuer quelqu'un pour obtenir satisfaction n'est pas une solution et je ne le soutiens pas* ».

L'Union fédérale des journalistes du Pakistan (PFUJ) condamne également l'enlèvement des deux journalistes français et dénonce une atteinte à la liberté de la presse [40].

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Hamid-Reza Asefi a déclaré à l'agence officielle Irna que Téhéran condamnait l'enlèvement des deux journalistes. En effet, selon lui, « *De tels agissements pour faire valoir son point de vue sont incompatibles avec les normes internationalement reconnues et sont condamnables* » [41]. « *Les valeurs humaines et les principes islamiques n'approuvent pas de telles méthodes* », a-t-il ajouté. L'Armée islamique en Irak a revendiqué l'enlèvement du diplomate iranien Fereydoun Jahani, disparu le 4

août 2004 sur la route entre Bagdad et Kerbala. Selon la télévision iranienne, l'organisation menace de « *châtier* » le ressortissant iranien si Téhéran ne libère pas 500 prisonniers de la guerre qui a opposé les deux pays entre 1980 et 1988. Elle accuse également l'Iran d'ingérence dans les affaires irakiennes. L'ultimatum expirait mi-août, et on est sans nouvelle du diplomate depuis. La République islamique assure cependant qu'il est en bonne santé, sans révéler d'où elle tient cette information.

Qu'il s'agisse du quotidien libanais *An Nahar*, ou du journal émirati *Al-Khaleej* qui affirme que l'enlèvement « *sert la thèse parrainée par le président américain George W. Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair, et à travers eux, (le Premier ministre israélien) Ariel Sharon : que tout Arabe et musulman est un terroriste* », la presse arabe est unanime à condamner l'enlèvement. Le quotidien de Dubaï, *Al-Bayane* évoque l'existence de « *mains malignes en Irak* », dont « *les services de renseignements israéliens, et d'autres oeuvrant pour déformer l'image de la résistance et attiser la haine envers les musulmans* », ce qui portera particulièrement « *atteinte aux musulmans de France* » [42].

Le cheikh Mohamed Sayed Tantaoui, imam d'Al-Azhar et plus haute autorité religieuse sunnite, condamne la prise d'otages, d'après l'agence égyptienne Mena. D'après l'agence, l'imam estime que « *cet acte contredit toutes les règles de la religion musulmane tolérante qui appelle au respect de la vie humaine, notamment des innocents* ».

L'ouléma cheikh Ahmed Al-Qoubaïssi, l'une des plus hautes autorités morales de la communauté sunnite irakienne, affirme que l'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Mabruntot « *est indéniablement un crime* » et que « *si, par malheur, les journalistes étaient exécutés, ce serait une catastrophe pour l'Irak, l'islam et pour la résistance, qui disparaîtrait sans laisser de trace* ». « *C'est un acte criminel, je commence à croire que les ravisseurs sont des membres du Mossad* », a-t-il déclaré, avant d'indiquer qu'il avait demandé à transmettre un message aux ravisseurs affirmant qu'une exécution des journalistes signifierait que « *leurs rangs sont infiltrés* », car l'exécution ne profiterait « *qu'aux juifs et aux Américains* » [43].

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, appelle à une « *libération immédiate* » des deux Français, George Malbrunot et Christian Chesnot, tout comme le Conseil central des musulmans en Allemagne et son vice-président, Muhammad Aman Hobohm.

Le ministre des Affaires étrangères britannique, Jack Straw, affirme qu'il a envoyé un message de soutien à son homologue français Michel Barnier. « *Ce n'est pas à moi de spéculer sur ce que fait le gouvernement français, mais la position du gouvernement britannique est que l'on ne doit jamais céder aux preneurs d'otages ou à tout autre chantage car l'on aboutit toujours à une situation pire* », déclare-t-il.

Le Hezbollah chiite libanais réclame la libération « *le plus tôt possible* » des deux journalistes français retenus en otages par un groupe islamiste qui exige l'annulation d'une loi sur le voile islamique en France. « *L'intérêt, selon tous les*

critères, est de rendre la liberté aux deux journalistes français afin que l'attention soit concentrée essentiellement sur la crise de l'occupation de l'Irak », affirme le Hezbollah dans un communiqué transmis à l'AFP. « Le Hezbollah appelle les ravisseurs à relâcher (les journalistes, ndlr) car il y va de l'intérêt du peuple irakien, d'autant plus que la France s'est distinguée par une position différente de celle de l'occupant américain et qu'elle prend en considération les intérêts des musulmans en France », ajoute le texte [44].

Un groupe islamiste irakien connu, le « Jamaat al-Tawhid al-Islamiya » (Groupe de l'unification islamique), appelle les ravisseurs à « libérer immédiatement » les journalistes français en réponse « aux cris de millions de musulmans », dans un communiqué publié sur un **important site islamiste**.

Le dirigeant libyen Mouammar Khadafi dénonce la prise en otage des deux Français et appelle les Irakiens à « protéger les Français », dans un discours prononcé à l'occasion du 35^e anniversaire de son accession au pouvoir le 1^{er} septembre 1969.

[1] « La revendication de l'enlèvement d'Enzo Baldoni », AFP, 29 août 2004.

[2] « Iyad Allaoui, premier ministre irakien : "La France ne sera pas épargnée. Il y aura des attentats à Paris, à Nice, à Cannes..." », *Le Monde*, 30 août 2004. (Tribunes traitée dans [3] Douze pays bénéficient de ce statut privilégié accordé par Washington : l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, le Bahreïn, le Pakistan, la Corée du Sud, les Philippines, l'Argentine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et Israël.

[4] «Les troupes de la Coalition dirigées par les États-Unis en Irak», AFP, 25 mars 2004.

[5] «Les Philippines veulent rester en Irak, mais avec "zéro mort"», AFP, 16 avril 2004.

[6] «Manille met en garde contre le terrorisme, confirme son engagement en Irak», AFP, 22 avril 2004.

[7] «Menaces d'attentats contre les huit pays soutenant les États-Unis», AFP, 22 avril 2004.

[8] «Les soldats philippins restent en Irak malgré des blessés», AFP, 3 juin 2004.

[9] «Les Philippines tentent d'obtenir la libération d'un otage en Irak», par Camille Sarlin, *La Croix*, 9 juillet 2004.

[10] «L'épouse de l'otage philippin retenu en Irak se rend en Jordanie», AFP, 11 juillet 2004.

[11] «Les ravisseurs de l'otage philippin ont rejeté une offre de rançon (diplomate)», AFP, 12 juillet 2004.

[12] «L'Irak appelle l'Otan à une aide rapide, confusion sur le sort des otages», AFP, 13 juillet 2004.

[13] «Vrai ou faux retrait ? Le mystère plane sur la volonté réelle de Manille», par Karl Wilson, AFP, 15 juillet 2004.

[14] Le texte de la revendication est disponible [ici->art14750" class="\"spip_out">Tribunes libres internationales du 2 septembre.

[15] « Le Comité des oulémas appelle à la libération de deux journalistes français », AFP, 28 août 2004.

[16] Le texte de son intervention est consultable [ici](#).

[17] « Les orthodoxes russes critiquent l'interdiction du voile en France », AFP, 29 août 2004.

[18] « La revendication de l'enlèvement d'Enzo Baldoni », AFP, 29 août 2004.

[19] « Amr Moussa appelle à la libération des deux otages français en Irak », AFP, 30 août 2004.

[20] « Irak : appel solennel de Barnier à la libération des deux otages français », par Hassen Zenati, AFP, 30 août 2004.

[21] « Le cas des otages français suscite un mouvement sans précédent dans l'islam », par Indalecio Alvarez, AFP, 31 août 2004.

[22] « Les otages appellent à l'annulation de la loi, nouveau délai », AFP, 31 août 2004.

[23] « Les déclarations du Premier ministre irakien ne "sont pas acceptables" pour Paris », AFP, 30 août 2004.

[24] « Les otages appellent à l'annulation de la loi, nouveau délai », AFP, 31 août 2004.

[25] Le texte de cette déclaration peut être consulté [ici](#).

[26] « Les ministres des AE allemand et français se rencontrent à Alexandrie », AFP, 31 août 2004.

[27] Le texte de sa déclaration peut être consulté [ici](#).

[28] « Unité nationale et prières à la grande mosquée de Paris pour les otages », par Jean-Michel Cadiot, AFP, 31 août 2004.

[29] « Otages : Expiration du deuxième ultimatum, rumeurs contradictoires », AFP, 31 août 2004.

[30] « Otages : le Comité des oulémas avoue son impuissance et craint une issue fatale », AFP, 31 août 2004.

[31] « Les Frères musulmans dénoncent l'enlèvement de civils en Irak », AFP, 29 août 2004.

[32] « Yasser Arafat appelle à la "libération immédiate" des journalistes français », AFP, 29 août 2004.

[33] « Al-Jazira condamne l'enlèvement et l'exécution de journalistes », AFP, 30 août 2004.

[34] « Levée de boucliers dans le monde arabe contre le rapt de deux Français », AFP, 30 août 2004.

[35] « La Maison-Blanche dénonce l'enlèvement des journalistes français », AFP, 30 août 2004.

[36] « La TV du Hezbollah exhorte les ravisseurs à épargner la vie des journalistes », AFP, 30 août 2004.

[37] Voir « [CSA : le censeur supérieur de l'audiovisuel](#) », *Voltaire*, 20 août 2004.

[38] « Le Hamas appelle à la libération immédiate des deux otages français en Irak », AFP, 31 août 2004.

[39] « Une seconde formation salafiste demande la libération des otages français », AFP, 31 août 2004.

[40] « Le principal parti islamiste appelle à la libération des otages français », AFP, 31 août 2004.

[41] « Téhéran condamne l'enlèvement de deux journalistes français en Irak », AFP, 31 août 2004.

[42] « La presse arabe condamne et s'interroge sur les motivations des ravisseurs », AFP, 31 août 2004.

[43] « Otages français en Irak : un "crime" contraire à l'islam (cheikh Qoubaïssi) », AFP, 31 août 2004.

[44] « Le Hezbollah appelle à la libération rapide des deux otages français », AFP, 31 août 2004.

ABONNEZ-VOUS À **VOLTAIRE**

LE MAGAZINE QUOTIDIEN D'ANALYSES INTERNATIONALES DU RÉSEAU VOLTAIRE



Recevez quotidiennement dans votre boîte email l'édition du jour, au format prêt à imprimer PDF.



Téléchargez librement tous les numéros de *Voltaire* qui vous manquent.



Accédez sur www.reseauvoltaire.net à la totalité des articles et au forum des abonnés.

Recevez *Voltaire* chaque jour pour seulement
20€ par trimestre ou 72€ par an

Paiement sécurisé par carte ou par chèque :
www.reseauvoltaire.net/abonnement.php

De l'usage des otages dans le choc des civilisations

Analyse

Dans un éditorial solennel, Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, s'indigne de l'enlèvement de deux journalistes français en Irak et se félicite de l'union nationale pour condamner ce crime. Jusque-là, rien que du consensuel. Puis, il en conclut que la politique anti-américaine de la France ne saurait constituer une ligne Maginot la protégeant du terrorisme islamique. Et l'éditorialiste de continuer qu'il appartient aux musulmans français de faire la preuve en actes de leur sincérité laïque et démocratique pour démentir leur complicité avec le fanatisme des preneurs d'otages qu'ils ont pourtant déjà condamné en parole.

Le même quotidien publie un entretien avec le Premier ministre du gouvernement de Collaboration irakien, Iyad Allaoui. Ce dernier assure que les terroristes cherchent à frapper les États qui refusent de soutenir la Coalition et son gouvernement. Des attentats, précise-t-il, auront bientôt lieu à Paris, Nice et Cannes, ou encore à San Francisco, ville qui a voté une motion en faveur du retrait des troupes US. Notre « confrère », *Le Monde*, s'est abstenu de demander au Premier ministre ce qui pouvait pousser les prétendus résistants irakiens à frapper leurs alliés plutôt que leurs ennemis et comment il pouvait avoir connaissance de leurs prochaines cibles. Cette interview doit cependant être lue avec quelques réserves. En effet, les propos du Premier ministre irakien ont été livrés à plusieurs journaux qui n'en rendent pas compte sous la même forme, mais par des citations éparses en ne rapportant pas toujours les mêmes phrases, ni les mêmes formulations.

De son côté, l'éditorialiste Chérif Soliman explique dans *Al-Ahram* le voyage du ministre français des Affaires étrangères au Caire par le simple prestige de l'Égypte et sa capacité supposée à intervenir en Irak. Pas plus que le reste de la presse, il ne dit mot des contacts avec les services secrets égyptiens.

Washington est troublé par l'annonce de la découverte d'une taupe israélienne au Pentagone que le FBI s'apprêterait à appréhender après qu'elle eut transmis à Tel-Aviv, via l'AIPAC, des documents secrets relatifs à l'Iran. Le suspect, dit-on, serait proche du sous-secrétaire Douglas Feith, lauréat de l'Organisation sioniste américaine, alors que l'on apprend la démission sans motif du rabbin Dov Zakheim, contrôleur budgétaire du Pentagone.

Cette perspective amuse Youssef M. Ibrahim dans *Gulf News*. Le directeur du Strategic Energy Investment Group ironise que la surprise n'est pas qu'il y ait un espion israélien au Pentagone, mais qu'il y ait au Pentagone des secrets auquel Israël n'aurait pas déjà eu accès via les néo-conservateurs et autres sionistes.

L'ambassadeur Itamar Rabinovitch met en garde la communauté juive dans *Ha'aretz*. Selon lui, cette affaire d'espion pourrait être un coup fourré des responsables états-uniens opposés à une attaque de l'Iran pour convaincre l'opinion publique qu'une telle intervention serait inspirée par Israël, mais inutile aux intérêts US.

Prenant le problème en sens inverse, Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, remarque dans le *Washington Times* que si les démocrates ne veulent pas attaquer l'Iran et cherchent à se défaire sur Israël, il faudra bien que l'État juif rende ce service. Tel-Aviv n'avait-il pas déjà bombardé la centrale nucléaire irakienne de sa propre initiative, rendant ainsi possible pour les États-Unis d'engager ultérieurement l'opération *Tempête du désert* ?

Alors qu'il avait résilié tous ses engagements en Suisse et qu'il avait acheté une maison aux États-Unis pour venir enseigner à l'université Notre-Dame, le théologien Tariq Ramadan a appris l'annulation de son visa par le département d'État. Il s'est même trouvé empêché de participer à un colloque auquel l'avait invité l'ancien président Bill Clinton.

Présenté comme le grand instigateur de cette décision, le lobbyiste Daniel Pipes assure dans *FrontPage* que le département de la Sécurité de la patrie doit avoir ses raisons. Mais certaines sont connues de tous : ainsi, M. Ramadan est le petit-fils de son grand-père ; il est susceptible d'avoir rencontré Oussama Ben Laden qui était peut-être un élève de son père ; il a donné des cours de théologie à de nombreux élèves dont certains sont aujourd'hui suspectés de terrorisme. Etc. De son côté, Tariq Ramadan se défend de ces insinuations dans un texte publié simultanément par le *Guardian* et l'*International Herald Tribune* et, sous une forme différente, par le *New York Times*. Il s'étonne des arguments de ses adversaires. Il est accusé d'entretenir un double discours, modéré en français et en anglais, radical en arabe. Mais personne n'a trouvé dans ses nombreux livres et articles des exemples concrets de cette duperie à citer. Et il ne voit pas en quoi être le petit-fils du fondateur des Frères musulmans serait une preuve à charge.

Mais les partisans du clash des civilisations n'ont pas besoin d'arguments, il se contentent d'instiller la peur de l'Autre.

Réseau Voltaire

Jean Marie Colombani



Jean-Marie Colombani est président du directoire et directeur de la publication du quotidien français *Le Monde*. Il a été l'un des grands artisans de la recapitalisation de ce quotidien qui a conduit à sa prise de contrôle par les principaux groupes économiques français.

« Contre la montre »

Source : Le Monde

Référence : « Contre la montre », par Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 31 août 2004.

Face à l'odieux chantage auquel, à travers deux journalistes, la France est à son tour soumise, seuls comptent la solidarité du pays, exprimée par le président de la République, et l'espoir de voir aboutir les appels à la raison, si tant est que ce mot ait un sens pour des ravisseurs déjà coupables du lâche assassinat d'Enzo Baldoni. Notre solidarité va en premier lieu aux familles de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, et à leur confrère. Cela ne saurait nous faire oublier l'exposition particulière de notre profession, comme nous le rappelle **Reporters sans Frontières**, mais ce risque est assumé parce que la presse libre est le poste le plus avancé de la défense de l'idéal démocratique. Quiconque cherche à établir un régime autoritaire commence toujours par vouloir museler la presse, d'autant plus s'il s'agit de mouvements agissant au nom d'un islam intégriste qui mène une guerre idéologique contre la démocratie.

Cette guerre que mène le terrorisme se réclamant de l'islam concerne, nous le savons depuis le premier jour, toutes les démocraties. Personne n'est à l'abri et aucune diplomatie ne peut prétendre constituer une quelconque ligne Maginot qui nous protégerait mieux que nos voisins espagnols ou italiens de la volonté de mort qui est à l'œuvre depuis les attaques du 11 septembre 2001. Il s'agit là de la limite de l'antiaméricanisme qui semble trop souvent tenir lieu de politique étrangère française même si la mobilisation des autorités arabes et musulmanes, qui avait cruellement manqué aux Italiens, la différencie. Mais si nous sommes « l'ennemi lointain », nous ne devons pas oublier « l'ennemi proche », l'enjeu principal de cette guerre que sont les masses musulmanes elles-mêmes. L'objectif recherché est le contrôle idéologique de l'univers musulman, afin que celui-ci, lorsqu'il est présent à Paris, à Londres ou à Madrid, fasse prévaloir la charia sur la loi. À ce titre la réaction de la France, de son président comme des leaders de la communauté musulmane, est doublement salutaire. Il était possible, et à nos yeux légitime, de critiquer une démarche prétendant par la loi, comme par miracle, régler la question de l'intégration à l'école, mais face au chantage, il n'y a qu'une réponse : entre le voile et l'école, les jeunes musulmanes doivent choisir l'école et enlever le voile lorsqu'elles y rentrent. Inversement, il revient à la société française de les accepter, hors de l'école, dans la rue, telles qu'elles veulent s'affirmer, le combat pour l'égalité des sexes ne passe pas par la répression.

Nous n'avons nul besoin de vivre cet épisode angoissant pour nous rappeler que la question centrale de la société française est bien celle de l'intégration. Nous vivons une sorte de course contre la montre qui nous commande de favoriser la génération qui sera celle de la laïcisation de l'islam d'Europe : il est urgent que soient de plus en plus nombreux celles et ceux qui, de confession musulmane, feront vivre nos pratiques démocratiques, celles-là mêmes que les extrémistes qui ont capturé deux journalistes français voudraient nous voir récuser.

Iyad Allaoui



Iyad Allaoui est membre du Comité présidentiel du Conseil de gouvernement irakien et coordinateur du Comité suprême de la sécurité. Il est fondateur du mouvement Iraqi National Accord

« La France ne sera pas épargnée. Il y aura des attentats à Paris, à Nice, à Cannes... »

Source : Le Monde

Référence : « La France ne sera pas épargnée. Il y aura des attentats à Paris, à Nice, à Cannes... », par Ayad Allawi, *Le Monde*, 31 août 2004. Ce texte est adapté d'une interview selon le journal. Il s'agit plus sûrement d'une discussion à bâton rompu avec plusieurs correspondants de presse, mise en forme par le quotidien français.

Suite à la mort du journaliste italien en Irak, j'ai transmis au PM italien mes condoléances. Nous avons toujours dit que la guerre en Irak opposait les forces du mal au peuple irakien et aux nations civilisées. C'est une guerre rude dans laquelle on ne peut pas se contenter de demi-mesure. La France ne sera pas épargnée, pas plus que l'Italie, l'Espagne ou l'Égypte. Les nations doivent s'unir pour combattre le terrorisme et aujourd'hui, c'est l'Irak qui est le théâtre majeur des opération contre le terrorisme. Ce qui arrive à la France ainsi qu'à ceux qui se sont opposés à la « guerre au terrorisme » aujourd'hui démontre que personne ne sera épargné et que le terrorisme ne connaîtra aucune limite. Les terroristes ne cherchent pas à savoir si vous êtes ou non un avocat de la paix, leur but est de semer la confusion et de détruire la civilisation.

Les Français, ainsi que tous les pays démocratiques, ne peuvent pas se contenter d'adopter une position passive car les nations qui se battent en Irak ne se battent pas seulement pour protéger les Irakiens, elles se battent aussi pour protéger leur propre pays. Les gouvernements qui choisissent de rester sur la défensive seront les prochaines cibles, les attentats se produiront à Paris, à Nice, à Cannes ou à San Francisco. Le terrorisme doit être combattu comme l'Europe a combattu Hitler. Les États-Unis ont subi de lourdes pertes pour vaincre Hitler et c'est ainsi qu'ils agissent aujourd'hui. Laissez-moi vous dire que les Français, malgré tout le bruit qu'ils font - « *Nous ne voulons pas la guerre !* » -, auront bientôt à combattre les terroristes.

Je ne voulais pas attaquer le mausolée de l'imam Ali comme les milices voulaient nous y contraindre, mais en même temps je ne veux pas de milices. J'ai donc donné une chance à la paix en fixant un ultimatum de 24 heures, nos forces étaient prêtes à l'assaut. Les miliciens doivent accepter l'amnistie et reprendre leur vie de citoyens ordinaires où être pourchassés, il n'y a pas de voie intermédiaire. Si les mouvements de résistants veulent le pouvoir, ils devront gagner les élections et s'ils veulent le départ des forces multinationales, ils doivent le demander aux Nations Unies après avoir gagné les élections. Si la violence a pris une telle ampleur en Irak aujourd'hui, c'est parce que 30 000 criminels ont été libérés par Saddam juste avant la guerre auquel il faut ajouter des gens déçus par le manque de travail, des partisans de l'ancien régime qui savent qu'ils devront rendre des compte s'ils sont attrapés par la justice, des combattants étrangers et des combattants salafistes qui mènent une croisade contre le christianisme Ce n'est pas une résistance, car ces gens n'ont pas de programme, aucune idée politique. Les Américains ont commis beaucoup d'erreurs ici, pendant et après la guerre, mais ce n'est pas une raison

pour tuer car le processus politique est en cours. Dans six mois, s'ils le veulent, Allaoui, c'est fini ! C'est ça la démocratie. Ils voteront pour Moqtada Al-Sadr, Ben Laden ou qui ils veulent. Je ne sais pas si je serai encore vivant au moment des élections car tous les jours je reçois des menaces, mais le gouvernement fait tout pour qu'elles aient lieu.

Chérif Soliman

Chérif Soliman est
éditorialiste d'*Al Ahrām*.

« Paris cherche le soutien du Caire »

Source : Al-Ahram

Référence : « Paris cherche le soutien du Caire » par Chérif Soliman, *Al Ahrām*, 1^{er} septembre.

En se rendant cette semaine au Caire, le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, n'avait qu'un objectif : négocier, à travers l'Égypte, la libération des deux journalistes français détenus depuis 10 jours en Irak. Arrivé dans la capitale dans la nuit de dimanche à lundi, le responsable français s'est notamment entretenu avec le chef de la diplomatie, Ahmad Aboul-Gheit, et le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa.

Mais pourquoi l'Égypte ? « L'Égypte entretient de très bonnes relations avec le gouvernement irakien comparé à d'autres pays comme l'Iran, l'Arabie saoudite ou même la Syrie », explique Hicham Ismaïl, politologue. Il ajoute que Le Caire possède également une expérience non négligeable du terrain irakien.

« Plusieurs citoyens égyptiens ont été enlevés au cours des mois écoulés en Irak et l'Égypte a réussi à les libérer grâce à des contacts avec le gouvernement irakien ou avec les ravisseurs », poursuit le politologue. Le dernier en date est le diplomate Mohamad Mamdouh Qotb, numéro trois de la section des intérêts égyptiens à Bagdad, qui avait été retenu en otage pendant plusieurs jours, fin juillet, avant d'être libéré. Qotb, 49 ans, a acquis une bonne connaissance des groupes de ravisseurs irakiens. Selon Hicham Ismaïl, il est peu probable que la loi sur le voile soit le vrai motif de l'enlèvement des deux journalistes.

« L'anarchie règne en Irak. Dans de telles conditions, il n'est pas exclu que les ravisseurs des deux journalistes soient de simples semeurs de troubles mettant en avant des revendications hasardeuses », explique le politologue. Et d'ajouter : « L'Égypte a des interlocuteurs tant dans les milieux chiites que sunnites en Irak. À travers des contacts avec ces milieux, elle peut jouer un rôle pour libérer les deux otages », explique Hicham Ismaïl. La France entretient d'excellentes relations avec l'Égypte. Et cette dernière a constamment dénoncé les prises d'otage en Irak et condamné les exécutions qui les avaient suivies.

Au Caire, le responsable français a lancé un appel solennel aux ravisseurs pour qu'ils libèrent les deux journalistes. Il a souligné dans un message lu à l'ambassade de France que « les principes d'humanité et de respect de l'être humain sont au cœur même du message de l'islam et de la pratique religieuse des musulmans ». « L'islam est une religion de paix et de tolérance. Il respecte la vie humaine », a en outre déclaré M. Barnier, rappelant que l'islam est la deuxième religion de France et que la France assure l'égalité et la protection de toutes les religions. « L'impartialité de la République française à l'égard des

religions fait partie de notre identité. La France a toujours récusé la vision d'un choc entre l'Occident et l'islam ». Le chef de la diplomatie française a exprimé l'attachement au monde arabe et au monde musulman des deux journalistes enlevés qu'il a qualifiés de « deux hommes de bien ».

Pour sa part, Amr Moussa a appelé à la libération des deux journalistes. « J'exhorte tout le monde à en finir avec cette affaire le plus rapidement possible afin de nous épargner des conséquences dont nous pouvons nous passer », a déclaré Moussa.

Outre les officiels égyptiens, Michel Barnier a rencontré au Caire l'influent dignitaire musulman sunnite cheikh Youssef Al-Qardawi. Objectif : tenter de faire pression sur les ravisseurs pour obtenir la libération des deux journalistes. Le dignitaire musulman tient une chronique religieuse régulière sur la chaîne Al-Jazeera, très suivie dans le monde arabe et notamment au Proche-Orient. Il s'était opposé à une fatwa de cheikh Mohamad Sayed Tantawi, grand Imam d'Al-Azhar, qui avait, en dernier, reconnu le droit à la France d'interdire le port du foulard islamique dans les établissements publics sur son territoire.

Youssef M. Ibrahim

Ancien journaliste états-unien d'origine égyptienne, Youssef M. Ibrahim a été correspondant au Moyen-Orient du *New York Times* et du *Wall Street Journal*. Il a été le conseiller sur les questions moyen-orientales de Sir John Brown, le PDG de BP, et a été membre du Council on Foreign Relations. Il est aujourd'hui directeur du Strategic Energy Investment Group, basé à Dubaï, et un contributeur régulier de *Gulf News*.

« Les relations israélo-américaines hors de tout contrôle »

Source : Gulf News

Référence : « Israeli-American relationship gone out of control », par Youssef M. Ibrahim, *Gulf News*, 31 août 2004.

Un nouveau responsable des services de renseignement américains a été attrapé alors qu'il espionnait pour Israël, lui fournissant des secrets concernant l'Iran et manipulant l'action des États-Unis contre ce dernier pays. L'espion américano-israélien n'est pas le premier et n'est certainement pas le seul à voler des secrets américains ou à chercher à influencer la politique américaine au bénéfice d'Israël, mais le plus grave c'est que les agents israéliens occupent les plus hauts postes dans l'administration Bush. En comparaison, Jonathan Pollard est du menu fretin.

Sans surprise, l'espion anonyme travaille pour **Paul Wolfowitz** et **Douglas J. Feith**, deux hommes connus pour leur soutien fanatique à Israël et pour leur haine des Arabes et des musulmans. Ceux qui pensent que ces deux hommes n'ont jamais fourni d'information secrète à Israël doivent sans doute attendre le Père Noël tous les ans. Cela fait longtemps que le soutien états-unien à Israël a entraîné des chasses aux sorcières. **Henry Kissinger** avait déjà renvoyé de l'appareil de sécurité et du **département d'État** tous les « arabistes », ce qui eut pour conséquence de rendre impossible une communication entre les États-Unis et les pays arabes.

Ce dernier scandale montre le poids qu'Israël a dans l'orientation vers une autre aventure en Iran ou en Syrie. Israël est prêt à utiliser les vies des Américains pour mener ses guerres et le gouvernement états-unien doit des explications au peuple américain. Pourquoi est-ce toujours des partisans d'Israël qui contrôlent les leviers de la politique étrangère au Moyen-Orient ? Cette situation inquiète

également des juifs qui se taisent de peur d'être taxés par les partisans d'Israël de juif ayant une « haine de soi ». Israël a eu un rôle dans l'imposition de sanctions contre des pays arabes sous **George W. Bush** comme sous **Bill Clinton** et aujourd'hui, les États-Unis s'en prennent à la Russie pour son soutien à l'Iran. Israël a 200 têtes nucléaires en plus de la protection des États-Unis et dispose de la quatrième armée du monde, mais il ne sait pas quand il va trop loin. Aujourd'hui pourtant, face aux accusations, les amis d'Israël parlent d'une tempête dans un verre d'eau.

Itamar Rabinovich

Itamar Rabinovich est président de l'université de Tel Aviv. Il a été ambassadeur aux États-Unis (1993-1996) et principal négociateur avec la Syrie sous Yitzhak Rabin.

« Ce qui est dit et ce qui est sous-entendu »

Source : Ha'aretz

Référence : « What is said and what is hinted at », par Itamar Rabinovich, *Ha'aretz*, 31 août 2004.

La récente affaire impliquant un possible espion, israélien au Pentagone doit être vue en prenant compte de quatre éléments de contexte. Premièrement, nous saurons bientôt si l'histoire de CBS a une base tangible ou si elle a été montée en épingle. Le deuxième élément est l'affaire Pollard, une affaire vieille de 19 ans, mais qui continue à empoisonner les relations israélo-états-uniennes et entretient la suspicion d'une partie des services de renseignement états-uniens à l'encontre des juifs dans leurs services. Troisièmement, certaines personnes dans l'appareil politique états-unien dénoncent les liens entre Washington et Tel-Aviv en affirmant qu'Israël utilise les États-Unis pour servir ses intérêts au détriment des intérêts états-uniens. Enfin, Israël est souvent présenté actuellement comme l'un des responsables de la guerre d'Irak. À ces quatre éléments s'ajoute une nouvelle dimension : il devient de plus en plus évident que la tentative pour bloquer le développement du programme nucléaire iranien par la négociation est en train de tourner au fiasco et que les États-Unis ou Israël pourraient avoir à intervenir militairement. Ceux qui ne souhaitent pas une telle opération militaire affirment donc qu'une telle attaque ne ferait que servir les intérêts israéliens. Cela a conduit l'éditorialiste William Pfaff à sous-entendre qu'on ne peut pas faire confiance dans le traitement de la question iranienne aux amis d'Israël dans l'administration. Il faut qu'Israël et la communauté juive fassent attention à ce qui se dit.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« La bombe iranienne »

Source : Washington Times

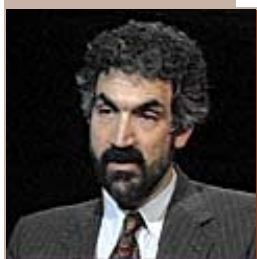
Référence : « The Iranian bomb », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 31 août 2004.

Quand on voit les derniers titres de la presse, il semble qu'on ait oublié qui est l'ennemi dans la guerre au terrorisme. Pour certains, il semble que la liste de nos adversaires devrait inclure Israël, un allié démocratique des États-Unis, un allié précieux dans une région stratégique qui en compte peu et qui partage notre combat contre les extrémistes islamistes. Pour l'instant, ceux qui affirment qu'il y a un espion israélien au Pentagone n'ont apporté aucune preuve et personne n'a été arrêté.

Dans le même temps, ces accusations ont détourné les regards d'une nation qui est le véritable ennemi des États-Unis : l'Iran. Or, d'après la presse, ironiquement, les dossiers transmis à Israël aurait concerné ce pays. L'Iran n'est pas en guerre contre les États-Unis, mais la fatwa de Khomeini appelant tous les chiïtes à lutter contre le « Grand Satan » a toujours cours. La préoccupation d'Israël concernant l'Iran est d'autant plus justifiée que le colistier de **John Kerry**, **John Edwards** a affirmé vouloir un accord avec Téhéran concernant son programme nucléaire qui passerait par des compensations fournies par les États-Unis. Edwards affirme que si l'Iran rejetait cet accord, ses intentions deviendraient alors évidentes, comme si elles ne l'étaient pas déjà.

Si les États-Unis sont incapables de s'attaquer à l'Iran, se sera à Israël de le faire comme il l'a fait en 1981 contre l'Irak ; une opération militaire que **Dick Cheney** a loué tous les jours pendant l'opération « Tempête du désert ».

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé

« Pourquoi annuler le visa de Tariq Ramadan ? »

Source : Frontpage Magazine

Référence : « Why Revoke Tariq Ramadan's U.S. Visa ? », par Daniel Pipes, *Frontpage Magazine*, 27 août 2004. Cet article a également été publié le même jour par le *New York Sun*.

Ce n'est pas tous les jours que le département états-unien à la Sécurité de la Patrie annule un visa accordé à un citoyen suisse, mais c'est ce qu'il a fait en annulant celui accordé à **Tariq Ramadan** et il a bien fait.

Tariq Ramadan est de haute lignée islamiste. Son grand-père maternel, Hassan al-Banna, fonda le mouvement des Frères musulmans, et Tariq est un citoyen suisse parce que son père, Saïd Ramadan, également dirigeant islamiste, dut

Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

fuir l'Égypte en 1954. Grâce à sa filiation et à ses talents, Tariq est devenu une personnalité importante, présentée par *Time* comme l'un des 100 meilleurs esprits scientifiques et intellectuels du monde, un argument qui poussa l'université Notre-Dame à lui confier son cours des religions. M. Ramadan acheta une maison aux États-Unis, trouva des établissements scolaires pour ses quatre enfants et fit transporter ses effets personnels dans l'Indiana. Il était supposé commencer son cours, il y a quelques jours, mais le 28 juillet, neuf jours seulement avant la date prévue de sa venue, le département de la Sécurité de la Patrie lui refusa l'entrée aux États-Unis en application d'une loi interdisant aux ressortissants étrangers ayant adopté « une attitude d'approbation ou d'adhésion envers des activités terroristes depuis une position publique dominante dans un pays quelconque » d'entrer sur le territoire. M. Ramadan réfute ces accusations et m'accuse même d'être à l'origine de cette décision. Le département de la Sécurité de la patrie en sait plus long que moi, mais refuse de s'exprimer. Voilà cependant ce qu'on sait de Tariq Ramadan : Il salua les méthodes brutales du politicien soudanais Hassan al-Turabi qui lui rendit la politesse en déclarant que M. Ramadan était « l'avenir de l'islam ». Il a été interdit de séjour en France en 1996 car il était accusé d'avoir des liens avec un terroriste algérien. Selon Baltasar Garzon, Ahmed Brahim, un Algérien mis en examen pour des activités liées à Al-Qaïda, aurait eu « des contacts réguliers » avec M. Ramadan. Djamel Beghal, dirigeant d'un groupe accusé d'avoir planifié l'attaque de l'ambassade américaine de Paris, affirma pendant son procès, en 2001, avoir étudié avec M. Ramadan. Comme la quasi-totalité des islamistes, M. Ramadan nia l'existence « de preuves définitives » de l'implication de Ben Laden dans les attentats du 11 septembre ou minimisa les attentats. Il est également soupçonné avec son frère Hani d'avoir organisé une rencontre à Genève entre Ayman al-Zawahiri, numéro 2 d'Al-Qaïda, et Omar Abdel Rahman, le cheikh aveugle. L'adresse de M. Ramadan figure dans l'agenda de la banque Al Taqwa, un établissement que le Département d'État accuse de soutenir le terrorisme islamiste. Enfin, il y a cette information troublante, rapportée par Olivier Guitta, selon laquelle Oussama Ben Laden aurait étudié avec le père de Tariq à Genève, suggérant que le futur terroriste et le futur intellectuel auraient pu se connaître. Ramadan nie, mais il est bien un islamiste, même si ses appels au jihad sont plus discrets. Cela expliquent pourquoi le département de la Sécurité de la patrie a refusé la présence de Tariq Ramadan aux États-Unis. Malheureusement, le **département d'État** a encouragé Ramadan à réitérer sa demande pour entrer sur le territoire, la bataille n'est donc pas finie.

Tariq Ramadan



Tariq Ramadan est professeur de philosophie et d'islamologie à Fribourg et à Genève.

« Une vérité souvent répétée »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

, The Guardian

Référence : « An oft-repeated 'truth' », par Tariq Ramadan, *The Guardian*, 31 août 2004.

« What does America have to fear from me ? », *International Herald Tribune*, 1er septembre 2004.

« Too Scary for the Classroom ? », *New York Times*, 1er septembre 2004. Contrairement aux deux premiers textes cités, celui du *New York Times* est différent dans la forme, même si les thèmes traités et le fond du propos sont identiques.

En 20 ans d'enseignement de la philosophie, j'ai appris la difficulté à définir la « vérité ». Je sais maintenant que pour les médias, la vérité n'est pas fondée sur les preuves, mais sur la répétition. Des suspicions répétées deviennent des vérités et il ne devient plus nécessaire de démontrer son propos puisque « tout le monde le sait » et que « c'est évident ». J'ai été frappé par cette leçon quand le gouvernement états-unien m'a annulé le visa qu'il venait de m'accorder, m'empêchant ainsi d'aller enseigner à l'université Notre-Dame ou de participer à une conférence où j'étais invité par **Bill Clinton**.

Je suis donc revenu en Suisse, espérant que l'erreur serait réparée. On m'accuse généralement de tenir un double langage, modéré en français et en anglais, radical en arabe. On dit que j'ai des liens avec les extrémistes, que je suis antisémite, que je méprise les femmes et quand je demande à mes détracteurs de prouver leurs dires, on m'avance que « c'est bien connu ». J'ai écrit 20 livres, 700 articles et mes cours sont repris sur 170 cassettes audios. Dans cette production intellectuelle, j'ai condamné l'extrémisme, l'antisémitisme et le terrorisme, les discriminations fondées sur le sexe. Qui a lu mes travaux parmi mes accusateurs ? Qui est familiarisé avec mon étude des textes islamiques et mes efforts pour réinterpréter ces textes sur les questions contemporaines ? Souvent je rencontre des personnes, même des universitaires, qui ne sont pas familiarisés avec mon travail, mais qui ont une opinion tranchée sur moi.

Quand je réfute tous leurs arguments, leur argument final est de rappeler que je suis le petit-fils du fondateur des Frères musulmans, mon parcours intellectuel ne semblant plus alors avoir d'importance. Mon message est de demander aux musulmans de se connaître eux-mêmes et de comprendre qu'être musulmans et Américains ou Européens n'est pas incompatible et qu'en acceptant cela ils enrichissent leur société. Je pense que ce message a besoin d'être entendu dans l'Amérique de l'après 11 septembre.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .